



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques
environnementaux

IC n° 2003/6325
GIDIC : 0522-01410
MTB

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement,
le préfet des Côtes d'Armor

- VU** le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 mai 1995, modifié le 21 mai 2013, autorisant :
1. 1. - "L'EARL VILLE BELLANGER à exploiter au lieu-dit « La Ville Bellanger » à Hénansal, un élevage avicole de 208 000 animaux équivalents en présence simultanée, répartis en 208 000 poules pondeuses (oeufs de consommation), sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite de 83 408 unités par an.
1. 2. - Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 2496 tonnes par an".
- VU** la demande présentée le 7 décembre 2017, par l'EARL ELEVAGE AVICOLE DE LA VILLE BELLANGER dont le siège social est situé au lieu-dit « La Ville Bellanger » à Hénansal, en vue d'effectuer à Hénansal au lieu-dit « La Ville Bellanger » :
- la restructuration interne d'un élevage avicole, sans changement du nombre d'emplacements, qui consiste à changer le logement des volailles dans un des bâtiments existants par la mise en place de volières, construire un tunnel de séchage des déjections issues du poulailler dans lequel le logement doit être transformé et la mise à jour du contrat de reprise ;
- VU** le changement de statuts du 13 décembre 2017 transformant l'EARL VILLE BELLANGER en EARL ELEVAGE AVICOLE DE LA VILLE BELLANGER;
- VU** les avenants des 4 mai 2018 et 6 juin 2018;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 11 septembre 2018 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 28 septembre 2018 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le dossier présenté à l'instruction par le pétitionnaire a pour objet :

- l'agrandissement d'un poulailler existant;
- le changement du système d'élevage dans deux poulaillers (mise en place de volières en lieu et place de cages);
- la mise en place de deux tunnels de séchage des fientes;
- la mise à jour de la gestion des déjections;

CONSIDERANT que l'EARL ELEVAGE AVICOLE DE LA VILLE BELLANGER bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 11 mai 1995, modifié le 21 mai 2013, pour un effectif de 208 000 emplacements de poules pondeuses dont 84 304 poules pondeuses en volière (poules au sol) et 123 696 poules pondeuses en cages;

CONSIDERANT que la demande porte sur une capacité d'accueil qui doit rester, après projet, de 208 000 emplacements de poules pondeuses dont 170 800 qui doivent être logées en volière et 37 200 qui doivent être logées en cages;

CONSIDERANT que l'EARL ELEVAGE AVICOLE DE LA VILLE BELLANGER est co-gérée par Monsieur Didier CARFANTAN et son épouse Madame Evelyne CARFANTAN et emploie 5 salariés sur le site;

CONSIDERANT que 4 poulaillers sont en production sur le site avec deux systèmes d'élevage différents. Dans le poulailler P3, les poules pondeuses sont logées en volière et dans les poulaillers P4, P5 et P6, les poules pondeuses sont logées en cages;

CONSIDERANT que les poulaillers P5 et P6 existants, qui abritent avant projet, un cheptel global de 86 496 poules pondeuses en cage sont modifiés dans le cadre du projet;

CONSIDERANT que la structure extérieure du poulailler P5 n'est pas modifiée, mais en lieu et place des cages, des volières doivent être installées pour une capacité de 45 696 emplacements de poules pondeuses;

CONSIDERANT que le bâtiment du poulailler P6 doit être agrandi afin :

- de permettre la mise en place de volières;
- de créer un jardin d'hiver pour les poules pondeuses;
- de permettre de loger un séchoir à fientes qui doit être accolé au bâtiment et qui doit permettre le séchage des fientes produites dans le poulailler;
- d'avoir une capacité, après projet, de 40 800 emplacements de poules pondeuses en volière;

CONSIDERANT que le pétitionnaire souhaite adapter son outil de production aux exigences du marché de l'oeuf;

CONSIDERANT que le pétitionnaire dispose de moyens de lutte contre l'incendie conformes à la réglementation;

CONSIDERANT que les capacités de stockage des effluents, au regard du type d'effluent produit, sont satisfaisantes;

CONSIDERANT que les déjections produites dans le cadre du projet doivent être transformées en engrais organique conforme à la norme NFU 42-001 et/ou en amendement organique conforme à la norme NFU 44-051 puisque 96, 5 % doivent être commercialisées via la société FERTIVAL conformément aux dispositions réglementaires;

CONSIDERANT que le Plan de valorisation des effluents d'élevage et de fertilisation des cultures transmis dans le dossier par le pétitionnaire, montre que l'exploitant est en capacité de respecter l'équilibre de la fertilisation, compte tenu des assolements et rotations proposés sur les terres qu'il exploite en propre;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 21 mai 2013 est abrogé.

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 11 mai 1995 sont modifiées comme suit :

"1. 1. - L'EARL ELEVAGE AVICOLE DE LA VILLE BELLANGER , ci après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «La Ville Bellanger » sur la commune de Hénansal est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 208 000 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 95 983 UN/an, ainsi qu'une fabrique d'engrais et de support de culture dont la capacité moyenne de production est de 6, 9 tonnes/par jour.

1. 2. - Nature des installations

1. 2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC,	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Élevage intensif	Élevage de volaille	Nombre total d'emplacements	> 40000	1 place de poule pondeuse = 1 emplacement	208000	Emplace- ments
2111	1)	A	Élevage, vente, etc... de volaille	Élevage	Classé au titre de la rubrique n° 3660				
2170	2)	D	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781	Fabrique d'engrais	Capacité de production	Supérieure à 1 et inférieure à 10	tonne/jour	6, 9	Tonnes/ jour

A: (autorisation); E : (enregistrement); DC : (déclaration en contrôle périodique); D : (déclaration); NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660	6.6. a)	DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2017/302 DE LA COMMISSION du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage

			intensif de volailles ou de porcs
--	--	--	-----------------------------------

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

1. 2. 2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'installation	Section	Parcelles
HENANSAL	Élevage de volailles et fabrique d'engrais et de support de culture	ZI	N°s 54-65-69-71-72-70p

1. 2. 3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

1. 2. 4. - Sécurité

1. 2. 4. 1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

1. 2. 4. 2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

1. 2. 4. 3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances".

Article 2 : Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures

L'exploitant est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par séchage des fientes ainsi qu'un stockage dans deux hangars, l'ensemble situé en annexe sur son installation.

2. 1. - Installation

2. 1. 1. - L'installation doit permettre de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui doit répondre à la norme NFU 42 001 et/ou NFU 44 051.

2. 1. 2. - Les moyens mis en oeuvre sont :

- bâtiments P3, P5 et P6 : séchoir à fientes;
- bâtiment P4 : pré-séchage des fientes en salle d'élevage.

Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant dispose également de deux hangars d'une surface cumulée totale de 1 685 m². Un quai ou une aire de changement est aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

2. 1. 3. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

2. 1. 4. - l'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

2. 1. 5. - La durée d'entreposage sur le site des fientes est compatible avec les capacités de stockage existantes sur le site.

2. 2. - Contrôle et suivi de fabrication

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

2. 2. 1. - Les anomalies de procédé doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

2. 2. 2. - L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- les quantités de fientes traitées;
- les relevés de températures;
- les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place;
- les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées;

L'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50°C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer des relevés permettant de justifier du respect d'un de ces couples temps/température.

2. 2. 3. - Les documents de suivi doivent être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

2. 2. 4. - Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur de l'environnement.

2. 2. 5. - Pour les effluents qui ne sont pas homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, l'exploitant doit obtenir l'accord de l'inspecteur de l'environnement quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

2. 3. - Utilisation du produit normalisé

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à 255-11 du code rural et de la pêche maritime relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les produits obtenus doivent disposer d'une homologation ou à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

L'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants : matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P205, K2O.

Par ailleurs, l'exploitant est tenu de réaliser, annuellement, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il doit procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivants : E.coli, salmonelles (Tiphymurium, Enteritidis), Clostridium, Entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois doit être fourni avant chaque reprise ou vente de produit.

Le produit doit être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage doit également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

L'exploitant doit mettre en place une traçabilité des produits conformément aux dispositions prévues à l'article 2-4.

2. 4. - Gestion des flux - Traçabilité du produit normalisé mis sur le marché

Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la mise sur le marché de 2 400 tonnes de produit normalisé par an soit 92 633 unités d'azote.

Un enregistrement doit être réalisé à chaque enlèvement. De plus, un bordereau ou bon doit être établi à chaque reprise de produit normalisé entre l'exploitant, le transporteur et l'utilisateur du produit normalisé précisant :

- les dates de départ;
- les références de lot;
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant;
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³;
- le nom du transporteur;
- la dénomination de l'exploitant;
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.

Les produits normalisés mis sur le marché, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection des installations classées de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des produits normalisés et de proposer une mesure alternative.

Article 3 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants

L'exploitant est autorisé à prélever via le forage existant sur la parcelle cadastrée section ZI n° 72d qui doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

➤ Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.

- Un compteur volumétrique doit être installé.
- Un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service de l'inspection des installations classées.

Article 4 : Prescriptions épandage sur céréales

L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement, soit l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales est effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

Article 5 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Hénansal pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Hénansal pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois.

Article 6 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Article 7 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Hénansal et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le **- 4 OCT. 2018**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Béatrice Obara

